

FORMATION: RENFORCEMENT DES CAPACITES SUR L'ELABORATION DE LOIS ET POLITIQUES SUR LE DEPLACEMENT INTERNE

CETTE FORMATION A ETE DEVELOPPEE PAR L'EQUIPE DE TRAVAIL SUR LES LOIS ET POLITIQUES DU GROUPE GLOBAL SUR LA PROTECTION (GPC FOR GLOBAL PROTECTION CLUSTER) AFIN D'APPORTER UN SOUTIEN AUX ACTEURS IMPLIQUES DANS LE DEVELOPPEMENT D'INSTRUMENTS NATIONAUX SUR LE DEPLACEMENT INTERNE. IL S'AGIT D'UN PARCOURS PARTICIPATIF EN SEPT ETAPES DE LA PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE QUI MET LE CONTEXTE NATIONAL AU CENTRE DES DISCUSSIONS ET ADOPTE UNE APPROCHE BASEE SUR LES DROITS DE L'HOMME. LE BUT DE L'ATELIER EST POUR LES PARTICIPANTS DE PRODUIRE UN PLAN D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE D'UN INSTRUMENT NATIONAL A L'ISSUE DE LA DERNIERE SESSION.

BACKGROUND

Les Principes Directeurs sur les Personnes Déplacées à l'Intérieur de leur propre Pays de 1998 sont largement reconnus comme le premier cadre international sur l'assistance et la protection des PDI. Le Pacte sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement dans l'Afrique des Grand Lacs (Pacte des Grands Lacs) et son protocole sur les PDI ont été les premiers instruments légaux contraignants pour la protection des PDI et obligent les Etats membres à domestiquer les Principes Directeurs. D'autres organisations régionales tels que le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Etats Américains, ont également demandé à leurs Etats membres de développer des lois et politiques sur le déplacement interne en conformité avec les Principes Directeurs. L'adoption en 2009 de la Convention Africaine sur la Protection et l'Assistance des Personnes Déplacées Interne en Afrique (Convention de Kampala) marque un nouveau tournant dans le développement de standards juridiques pour la protection des PDI.

Un nombre croissant d'Etats ont développé des lois ou politiques conformes aux standards internationaux. Ils l'ont fait pour de multiples raisons, y compris la reconnaissance du fait que répondre et trouver des solutions au déplacement interne est un processus long et complexe qui requière une politique solide fondée sur des bases légales et un engagement en termes de capacité et de ressources. D'autres pays doivent être encouragés et soutenus dans ce processus. L'élaboration de lois et de politiques est un attribut de la souveraineté nationale et fait partie des responsabilités premières de l'Etat à l'égard de ses populations déplacées, mais un soutien technique ou en matière de formation est souvent requis au cours en la matière.

Depuis 2008 la communauté internationale a développé trois outils. Un manuel à l'intention des législateurs et des responsables politiques sur le contenu d'un instrument sur le déplacement interne, un guide pour les différentes étapes du développement d'un tel instrument et un manuel à l'usage des parlementaires. La formation est basée sur ces outils et a pour but de soutenir des processus consultatifs nationaux d'élaboration de lois et politiques.¹

Cette formation fera également partie des outils de soutien des Amis de la Convention de Kampala pour soutenir la domestication de la Convention.

OBJECTIFS

Le but de cette formation est d'équiper ceux qui seront impliqués dans le processus d'élaboration de lois ou de politiques au niveau national ou régional avec les compétences nécessaires en termes de contenu et de processus. Les instruments nationaux sur le déplacement interne contribuent à sa prévention, à la protection des PDI et des autres personnes affectées par le déplacement et à la réalisation des solutions durables.

CIBLES

A. PAYS

Les ateliers doivent être tenus dans des pays prêts à ou d'ores et déjà engagés dans un processus institutionnel visant à développer un instrument national sur le déplacement interne, et qui ont besoin d'un soutien supplémentaire pour planifier les étapes ou pour mieux définir les résultats attendus.²

¹ La protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Manuel à l'intention des législateurs et responsables politiques, Brookings, octobre 2008 disponible ici: <http://goo.gl/GrnxjS>; Instruments nationaux relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Guide pour en faciliter l'élaboration, IDMC-NRC/Brookings-LSE, aout 2013 disponible ici : <http://goo.gl/8n965m> ; Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays: responsabilité et action, UNHCR-IPU, Guide à l'usage des parlementaires, octobre 2013 ; disponible ici: <http://goo.gl/h9ecBq>

² Des ateliers régionaux peuvent également être envisagés visant un public diversifié comprenant des parlementaires membres d'un réseau régional et des officiels membres d'organisations régionales.

B. PARTICIPANTS

L'atelier est conçu pour des institutions publiques au niveau national et local, les agences humanitaires et de développement, les organisations de la société civile et les associations qui travaillent avec et pour les PDI. Les candidats doivent être sélectionnés par les entités participantes sur la base de leur rôle potentiel dans le développement, l'adoption ou la mise en œuvre d'un cadre légal ou d'une politique sur le déplacement.

Les candidats potentiels seront des membres de cabinets ministériels, des parlementaires, des rédacteurs gouvernementaux, des membres d'organisations de la société civile et d'agences humanitaires et de développement qui pourraient soutenir un tel processus. Une connaissance de base sur la protection des PDI est nécessaire.

STRUCTURE ET DURÉE

L'atelier se déroule entre 2.5 et trois jours.

A la suite d'une introduction générale sur le déplacement interne, les participants travailleront sur la situation dans leur propre pays :

1. **Standards:** Analyse des obligations du pays à l'égard des PDIs conformément au droit international.
2. **Contexte national :** Analyse de la nature du déplacement dans le pays et évaluation de la réponse nationale
3. **Processus et contenu :**
 - a. Préparation du processus
 - b. Développement – consultation, rédaction, validation et adoption
 - c. Mise en œuvre- planification et coordination, connaissances et capacité, monitoring et évaluation

Plan d'actions: En se basant sur les résultats des exercices, activités et débats, les participants élaborent un plan d'action pour le développement et la mise en œuvre de l'instrument national, y compris l'assignation des rôles et des responsabilités.

Des discussions et des exercices pratiques sont prévus sur les décisions à prendre au cours du processus sur la forme, le type et le contenu de l'instrument national sur le déplacement interne dans le pays en question.

La structure et les résultats d'ateliers régionaux seront probablement différents de ceux prévus pour des participants à un atelier national, mais ils reposeront sur les mêmes concepts, notions, cadres légaux et outils.

Selon les participants et étant donné le caractère modulaire de la formation, les ateliers peuvent être raccourcis si besoin.

MÉTHODOLOGIE

La formation est composée d'un "mix" de présentations, d'exercices de résolution de problèmes, de discussions et d'autres techniques de formation participatives afin de

répondre aux différents styles d'apprentissages et d'installer les participants dans un parcours débouchant sur un résultat pratique.

Des exemples pays, des études de cas, des bonnes pratiques, des extraits de lois et de politiques existantes seront partagés avec les participants pendant les présentations et distribués à l'issue de chaque session pour encourager le partage d'expérience.

Les sources ci-dessous sont utilisées dans les présentations, pour les exercices et les travaux de groupe pour guider les participants :

- La protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Manuel à l'intention des législateurs et responsables politiques, Brookings, octobre 2008
- Instruments nationaux relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays. Guide pour en faciliter l'élaboration, IDMC-NRC/Brookings-LSE, août 2013
- Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays: responsabilité et action, UNHCR-IPU, Guide à l'usage des parlementaires, octobre 2013
- Cadre normatif précisant les responsabilités des Etats, Brookings-Bern, août 2005
- Directives opérationnelles de l'IASC sur la protection des personnes affectées par des catastrophes naturelles, janvier 2011
- Cadre conceptuel sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, IASC, avril 2010Kampala Convention, 2009